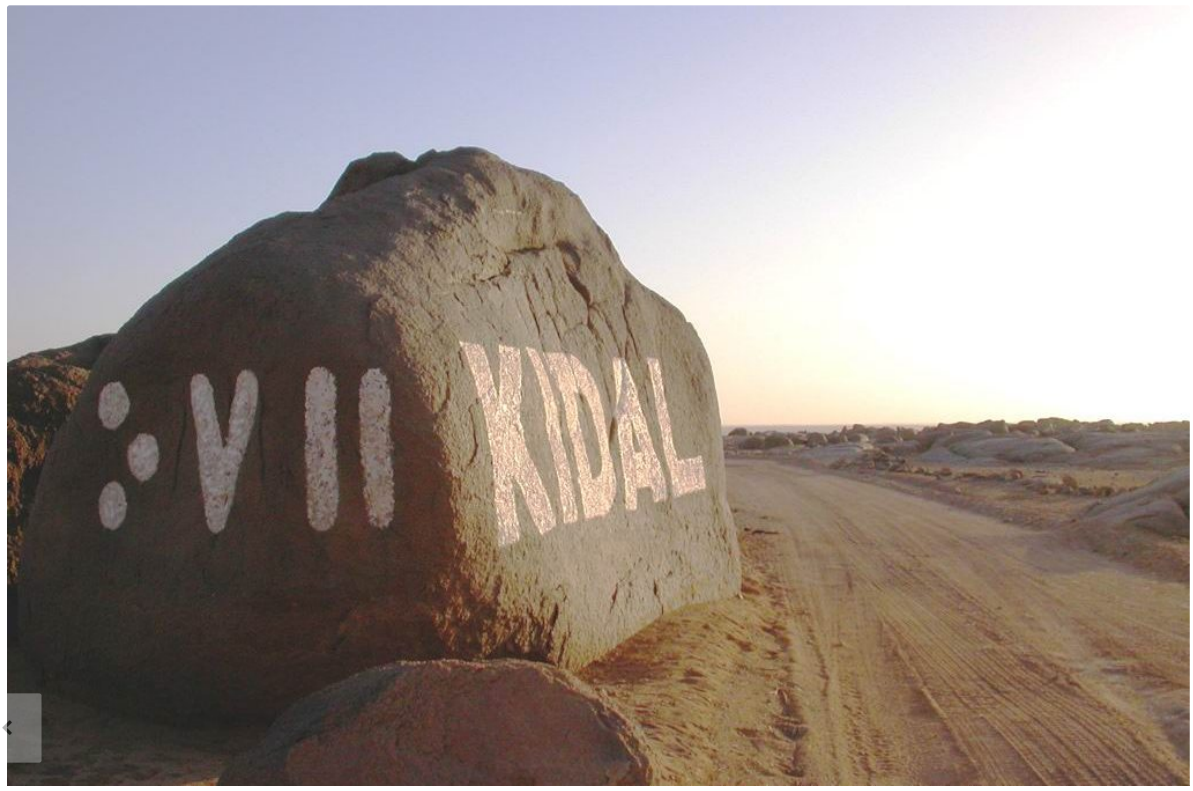
LE RUBICON

L'Afrique, meilleur investissement du Kremlin ?

Bertrand Slaski | 28 octobre 2026 | **ARTICLES**



Sept cents kilomètres carrés de brousse, un permis d'exploitation de vingt-cinq ans renouvelable par tranches de cinq ans : c'est Ndassima, la plus importante mine d'or de Wagner en République centrafricaine (RCA), où le groupe russe pourrait engranger jusqu'à un milliard de dollars de profit annuel tous gisements confondus, selon une estimation haute relayée par *Politico* et reprise par le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS). Combien Moscou a-t-elle déboursé pour l'obtenir ? Une force de protection payée en concessions minières et une diplomatie de circonstance. C'est tout le paradoxe de l'influence russe en Afrique : elle coûte étonnamment peu à l'État russe et rapporte, lorsqu'elle réussit, bien plus que son prix d'entrée.

Depuis l'arrivée des premiers instructeurs et mercenaires russes à Bangui en 2018, puis leur progression vers le Mali (2021), le Burkina Faso (2024) et le Niger (2024), un récit s'est imposé dans la presse occidentale : la Russie « gagne » du terrain sur le continent africain alors que la France et les États-Unis en « perdent ». Si ce récit n'est pas faux, il n'en demeure pas moins incomplet. Il mesure en effet une présence et non une rentabilité. Ainsi, il compte les pays gagnés, mais non les coûts engagés ni les risques pris. Or, ce sont précisément ces questions – combien cela coûte, combien cela rapporte, à qui et pour combien de temps – qui permettent de comprendre pourquoi ce « modèle » russe s'est répliqué quatre fois en huit ans et où il commence à montrer ses limites.

Ce paradoxe entre faible coût et fort rendement soulève une question simple. L'influence russe en Afrique est-elle réellement rentable, et à quel prix ? Y répondre suppose de sortir des deux caricatures qui dominent le débat occidental – la panique devant une Russie triomphante ou le déni d'une présence jugée superficielle – pour leur substituer une troisième lecture, un bilan coût-bénéfice. Cet article applique cette grille à quatre études de cas – RCA, Mali, Burkina Faso et Niger – avant d'en tirer les enseignements communs et d'en discuter les limites.

Le mot « bénéfice » peut prêter à confusion. Ce bilan de la présence russe au Sahel n'est pas un calcul financier au sens strict. C'est le postulat méthodologique de cet article : additionner la valeur d'une mine d'or, le poids d'un soutien à l'Organisation des Nations unies (ONU) et le départ des troupes françaises d'un pays revient à agréger des éléments de nature, de portée et d'horizon différents. Aussi, le « bénéfice » dont il est question ici ne renvoie pas à un calcul arithmétique, mais à une appréciation au cas par cas de ce que Moscou engage et de ce qu'elle retire de ses opérations. Certains gains sont financiers et vérifiables,

comme une mine (Ndassima en RCA) ou un port (les infrastructures guinéennes mobilisées pour le Sahel, évoquées plus loin). D'autres sont diplomatiques et reflètent un alignement politique réversible, comme un vote à l'ONU, qui peut ne pas se reproduire au scrutin suivant. D'autres, enfin, sont informationnels et difficiles à chiffrer, comme une opinion publique retournée contre la France – un basculement documenté au Sahel par le Middle East Institute. Ce sont des monnaies différentes et cet article les maintient délibérément séparées plutôt que de les convertir artificiellement en une valeur unique.

Établir ce bilan suppose aussi d'accepter une limite empirique. Les données chiffrées russes sont en effet rarement publiques et, lorsqu'elles le sont, leur fiabilité et leur exhaustivité sont difficiles à établir. Moscou a délibérément construit un dispositif reposant sur l'opacité (sociétés-écrans, paiements en nature, structures paraétatiques successives), comme l'atteste le rapport « Doubling Down » de The Sentry. Le volet militaire est passé progressivement du groupe Wagner à l'Africa Corps, rattaché au ministère de la Défense russe. Après la mort du fondateur de Wagner, Evguéni Prigojine, en août 2023, l'Africa Corps n'arrive au Burkina Faso qu'en janvier 2024 et Wagner n'annonce son retrait du Mali qu'en juin 2025. Le volet influence et désinformation a été repris séparément, depuis 2024-2025, par un réseau piloté par le renseignement extérieur russe (SVR) que l'enquête du collectif *All Eyes on Wagner* a surnommé « Africa Politology » ou « The Company », et qu'elle décrit comme actif dans une trentaine de pays d'Afrique et d'Amérique latine.

La grille retenue ici distingue quatre types de coûts – financier, humain et militaire, réputationnel et diplomatique, informationnel – et quatre types de gains – accès aux ressources, présence militaire, alignement diplomatique, influence informationnelle. Deux de ces catégories se recoupent en apparence et méritent d'être distinguées d'emblée. Côté coûts, l'« informationnel » désigne ce que la Russie choisit de dépenser pour produire et diffuser un récit. Le « réputationnel et diplomatique » désigne ce qu'elle subit *a posteriori* une fois qu'une action, le plus souvent militaire, devient publique et entraîne des sanctions ou des condamnations. Le premier est donc une dépense consentie et le second une conséquence supportée. Côté gains, l'« alignement diplomatique » mesure le comportement d'un État (un vote, une rupture d'alliance) et l'« influence informationnelle » mesure un comportement d'opinion (une audience captée, un récit qui s'impose). Les deux se nourrissent mutuellement. Cependant, ils ne s'évaluent ni selon les mêmes critères ni sur les mêmes horizons temporels. Cette grille est, dans cet article, appliquée à quatre études de cas, de la plus ancienne à la plus récente.

Enfin, notons que le terme « Moscou » ou « le Kremlin », employé ici comme raccourci, recouvre des acteurs distincts – l'État russe, les services de renseignement extérieur (SVR), l'Africa Corps ou les entreprises privées héritières de Wagner – dont les revenus et les décisions ne sont pas interchangeables : une concession minière captée par une société-écran ne constitue pas automatiquement une recette pour le Trésor russe. De même, un gain n'est imputable à l'action russe que s'il en découle directement. Certains, comme on le verra au Niger, sont davantage des opportunités ouvertes par des ruptures politiques locales préexistantes dont Moscou profite sans les avoir provoquées.

La République centrafricaine, un modèle rentable

La RCA est le terrain où le « modèle » a été inventé. C'est aussi celui où il paraît le plus rentable, ce qui contribue sans doute à sa longévité. Le paiement s'y fait presque intégralement en nature, sous forme de concessions minières et d'autorisations d'exportation plutôt que de versements financiers directs. Trois sociétés liées à Wagner – Lobaye Invest, Midas Ressources et Diamville – ont obtenu des permis miniers et des autorisations d'exportation d'or et de diamant. Diamville, en particulier, achemine l'or et les diamants centrafricains vers des marchés peu régulés, souvent au Moyen-Orient où ils sont convertis en liquidités. Cette matière première est précieuse pour Moscou précisément parce qu'elle peut être échangée en dehors du système bancaire international, et donc hors de portée des sanctions occidentales, selon *Africa Defense Forum*, la revue éditée par le commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM).

Le coût réputationnel, lui, est lourd et bien documenté. Dès le 27 octobre 2021, le Groupe de travail de l'ONU sur l'utilisation de mercenaires accusait le personnel de Wagner d'« harceler et intimider violemment » des civils, des Casques bleus, des journalistes et des humanitaires en RCA. En janvier 2022, l'ONU enquêtait par ailleurs sur un raid meurtrier à Bria (RCA) impliquant une opération conjointe de l'armée centrafricaine et de mercenaires russes. Le bilan de cet épisode reste disputé (entre trente et plus de cinquante civils tués selon les sources) et la présence de Wagner, toujours démentie par Moscou à l'époque, n'a été qu'alléguée. En juin 2023, le Trésor américain a sanctionné Midas Ressources, l'une des sociétés-écrans de Wagner exploitant la mine de Ndassima.

Jusqu'ici, ce coût réputationnel n'a pas empêché un gain politique central. Le président Faustin-Archange Touadéra, arrivé au pouvoir en 2016 et menacé de renversement en 2020-2021, doit sa survie politique à l'appui militaire russe. Cet appui a été reconduit lors de sa réélection du 28 décembre 2025, avec 77,9 % des voix, dans un scrutin que l'opposition a dénoncé comme entaché de « fraude massive », selon l'analyse de l'International Crisis Group. Dans le même temps, la France a perdu l'essentiel de son influence dans son ancienne colonie. Le dispositif informationnel qui a accompagné cette bascule est un cas d'école de rentabilité, avec toutefois une réserve de méthode car les montants exacts ne sont pas audités et reposent sur des estimations journalistiques. Radio Lengo Songo, lancée à Bangui en novembre 2018, aurait nécessité un investissement initial d'environ 10 000 dollars et serait financée majoritairement par Lobaye Invest. Selon l'enquête de La Revue des médias, elle figurerait aujourd'hui parmi les cinq radios les plus écoutées de la capitale et serait devenue un vecteur central de la campagne anti-française qui s'est intensifiée à partir de février 2021. Si ces ordres de grandeur se confirment, la somme de 10 000 dollars pour capter une partie de l'opinion publique d'une capitale reste un rendement que peu d'investissements militaires occidentaux

peuvent revendiquer.

Au Mali, un passage à l'échelle et son prix en sang

Le Mali est le théâtre où le modèle centrafricain a été démultiplié et où le coût humain est devenu impossible à dissimuler. Selon le rapport « Doubling Down » publié par l'ONG d'enquête The Sentry, Bamako est devenue, après la rupture avec Paris en 2022, le point d'appui régional de Moscou, *via* un réseau logistique passant par les ports guinéens, opérés par des sociétés russo-guinéennes et par des filiales du groupe minier Rusal, qui facilite l'acheminement de matériel militaire vers l'ensemble du Sahel. Ce même rapport documente, entre 2024 et 2025, des viols, des tortures, des décapitations, des mutilations et des exécutions sommaires imputés à l'Africa Corps, en particulier dans le nord du Mali et le long de sa frontière avec la Mauritanie.

Le coût le plus lourd reste celui du massacre de Moura, survenu du 27 au 31 mars 2022. Selon le rapport publié par le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme le 12 mai 2023, plus de 500 personnes ont été tuées par les troupes maliennes accompagnées de « personnel militaire étranger » que le rapport se garde de nommer explicitement mais que la presse a identifié comme des éléments de Wagner. Le rapport détaillé du Haut-Commissariat fait état de viols, d'exécutions et de tortures systématiques. À ce jour, c'est l'épisode le plus coûteux en termes d'image pour l'ensemble du dispositif russe en Afrique.

Puis, le coût militaire s'est ajouté au coût réputationnel. Le 25 juillet 2024, une colonne de mercenaires de Wagner a été prise en embuscade près de Tinzaouaten par des combattants touaregs du CSP-DPA (Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad, la principale alliance des mouvements indépendantistes du nord du Mali) et du JNIM (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, ou Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, la branche sahélienne d'Al-Qaïda). Les bilans divergent fortement selon les belligérants : le JNIM revendique une cinquantaine de morts côté Wagner, tandis que des sources russes reconnaissent jusqu'à quatre-vingts tués et quinze capturés, un écart que détaille la Foundation for Defense of Democracies. Le décompte indépendant du collectif d'enquête *All Eyes on Wagner* l'établit à environ quatre-vingts morts, parmi lesquels Nikita Fedyanin, administrateur de la chaîne Telegram Grey Zone (environ 500 000 abonnés) et l'un des principaux relais de la propagande wagnérienne, selon Propastop – une plateforme estonienne d'analyse de la désinformation russe animée par des bénévoles de la Ligue de défense (*Kaitseliit*). Cet épisode a brisé le récit d'invincibilité que Moscou cultivait depuis des années.

Deux ans plus tard, deux groupes ont frappé beaucoup plus fort. Le 25 avril 2026, des attaques coordonnées ont visé simultanément Bamako, Kati, Gao, Kidal et Sévaré – « la plus vaste offensive de la guerre malienne depuis la rébellion de 2012 », selon les informations recoupées par *Al Jazeera*. À Kati, un kamikaze au volant d'une voiture piégée a tué, à son domicile, le ministre de la Défense, Sadio Camara, décrit par APA News comme l'un des principaux artisans du rapprochement militaire avec Moscou. L'attaque a été revendiquée conjointement par le JNIM et le Front de libération de l'Azawad (FLA). Le 26 avril, l'Africa Corps a perdu le contrôle de Kidal. Ses combattants, encerclés, ont négocié leur retrait et ont abandonné sur place armement et matériel, dont toute une station de drones. Toutefois, cette défaite n'a pas été définitive. Le 6 octobre 2026, l'armée malienne et des combattants russes ont repris position à Kidal après une campagne aérienne de grande ampleur, sans combat selon une source sécuritaire citée par Reuters. Le FLA a annoncé un retrait « stratégique et maîtrisé », qu'il a justifié par l'usage « disproportionné » des moyens aériens de l'Africa Corps. Pour l'analyste Beverly Ochieng (Control Risks), citée par Reuters, ce retour « affirme l'autorité du pouvoir militaire » mais reste « symbolique » plutôt que « décisif » dans la campagne malienne contre les groupes djihadistes et séparatistes.

Le gain malien reste réel mais moins documenté publiquement qu'en RCA. Aucune concession minière malienne comparable à Ndassima n'a pu être confirmée, pour cet article, par une source primaire consultable ; l'actif vérifiable est resté, on l'a vu, logistique plutôt que minier. Le vrai gain malien est ailleurs. Il est diplomatique et régional. Bamako a rompu avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et a cofondé, avec le Burkina Faso et le Niger, l'Alliance des États du Sahel (AES) – une victoire politique « significative » pour Moscou. L'AES constitue en effet une maison témoin, un vecteur de communication puissant, qui montre aux régimes autoritaires africains qu'un pouvoir militaire peut rompre avec les cadres régionaux dominés par l'Occident, se rapprocher de Moscou et trouver dans ce partenariat une nouvelle marge de manœuvre politique et sécuritaire.

Le Burkina Faso, l'investissement le plus prudent mais le pari le plus incertain

Le Burkina Faso présente un profil d'engagement nettement plus mesuré que les deux précédents. Après la rupture avec Paris en janvier 2023 et la dénonciation de l'accord militaire franco-burkinabè, Ouagadougou a signé avec Moscou, en octobre 2023, des accords de coopération couvrant la sécurité, la défense, l'énergie et le nucléaire civil. Le déploiement militaire russe, lui, est resté modeste au regard des précédents au Mali ou en RCA. Une centaine de militaires est arrivée fin janvier 2024, sur un contingent total annoncé de trois cents hommes, avec une mission officiellement centrée sur la protection personnelle du capitaine Ibrahim Traoré et sur la formation des troupes burkinabè.

Ce coût financier et humain modeste contraste avec l'ampleur du chaos sécuritaire que la présence russe n'a pas réussi à endiguer. Selon le rapport 2025 de Human Rights Watch (HRW), plus de 2,1 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays à la mi-2024 et environ 6 000 civils sont morts de violences liées au conflit entre janvier et août 2024. Ces exactions ont été imputées aussi bien au JNIM et à l'État islamique qu'aux forces armées burkinabè et à leurs supplétifs civils, les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), à l'image d'un massacre de 223 civils, parmi lesquels au moins 56 enfants, commis le

25 février 2024 dans les villages de Nondin et de Soro par l'armée régulière. Si HRW ne met pas directement en cause les forces russes dans ces épisodes précis, cela ne signifie pas pour autant que leur intervention ait amélioré la situation humanitaire. Leur mission est de protéger le régime en place et non de rétablir la sécurité sur l'ensemble du territoire. L'appui russe a ainsi pu renforcer le pouvoir central sans pour autant faire reculer les violences contre les populations. Des campagnes de désinformation attribuées à des réseaux proches de Moscou ont par ailleurs été signalées par plusieurs médias spécialisés, dont Africa Defense Forum, sans qu'un décompte indépendant et vérifiable de leur ampleur exacte ne soit disponible à ce jour.

Le gain, ici, tient davantage à la promesse qu'au résultat vérifié. En décembre 2022, le président ghanéen d'alors, Nana Akufo-Addo, a allégué que la junte burkinabè payait Wagner « via une mine ». Cette accusation a été formulée peu après l'octroi, le même mois, d'un nouveau permis minier à Nordgold, un groupe aurifère russe déjà implanté dans le pays depuis plusieurs années (mines de Bissa et de Bouly) et sans lien connu avec Wagner. Le ministre burkinabè des Mines, Simon-Pierre Boussim, a fermement démenti tout lien entre ce permis et Wagner, précisant à Reuters : « Nous n'avons pas donné le permis à Nordgold parce que c'est une entreprise russe, loin de là. » Ouagadougou n'a toutefois ni confirmé ni formellement démenti l'existence d'un accord distinct avec Wagner. En l'état des sources disponibles, aucune concession minière comparable à celle de Ndassima n'est donc confirmée au Burkina Faso, pourtant quatrième producteur d'or du continent. En revanche, ce que Moscou a obtenu et qui compte peut-être le plus à court terme pour le Kremlin, c'est la survie d'un régime aligné, l'éviction complète de la France et l'entrée du pays dans l'AES aux côtés du Mali et du Niger – soit un gain géopolitique acquis à un coût d'engagement direct nettement inférieur à celui payé en RCA ou au Mali. La mémoire de Thomas Sankara, que l'entourage du pouvoir burkinabè entretient avec l'appui de conseillers russes, selon l'Africa Center for Strategic Studies (ACSS), offre par ailleurs à Moscou un registre anti-impérialiste particulièrement propice à son discours de rupture avec les anciennes puissances tutélaires.

Au Niger, un gain moins coûteux, parce que moins provoqué

Le Niger est le cas le plus singulier. Le principal gain russe n'a presque rien coûté à Moscou, puisqu'il lui a été « offert » par le retrait américain. Après le coup d'État de juillet 2023, Washington a négocié puis exécuté le départ de ses troupes, achevant le 5 août 2024 l'évacuation de sa base de drones d'Agadez, ouverte en 2019 pour un coût de construction d'environ 110 millions de dollars. La Russie n'a eu ni à combattre ni à négocier ce retrait. Il lui a suffi d'être présente comme alternative crédible au moment où l'option occidentale se retirait d'elle-même.

Sur le plan des ressources, le dossier révèle les limites du modèle. Niamey et l'agence nucléaire russe Rosatom ont signé, le 28 juillet 2025, un protocole d'accord sur le nucléaire civil et l'exploitation de l'uranium. À ce stade, cet accord reste largement programmatique. Selon l'Agence Ecofin, il ne précise ni la forme de la coopération minière envisagée ni les modalités d'un éventuel projet commun et ne porte pas sur l'actif minier déjà nationalisé. Sur ce point, la nationalisation par Niamey de la Somaïr (coentreprise avec le français Orano), annoncée le 19 juin 2025, a d'abord été un règlement de comptes avec Paris et non une passation à Moscou. C'est exactement la limite que pointe une enquête d'*Africanews* : la Russie « signe de nombreux protocoles d'accord mais ne les convertit pas en entreprises rentables ». Le gain nigérien de Moscou est donc, pour l'instant, avant tout géopolitique – un vide laissé par l'Occident et occupé sans effort – plutôt qu'économique. Cette présence a toutefois commencé à se traduire par un engagement opérationnel. Dans la nuit du 28 au 29 janvier 2026, l'Africa Corps est intervenu pour repousser une attaque contre l'aéroport de Niamey revendiquée par la Province sahélienne de l'État islamique, qui visait notamment les drones Bayraktar utilisés contre les djihadistes. Puis, le 29 août 2026, plusieurs centaines de ses hommes ont appuyé, au sol et dans les airs, la répression d'une mutinerie de soldats nigériens à la base 101, née de la frustration face aux pertes militaires subies dans la lutte contre les groupes armés. Ces deux épisodes montrent qu'au Niger aussi, le gain le moins coûteux peut, avec le temps, exiger un engagement plus actif.

Ce que révèle la comparaison

Pris ensemble, les quatre cas ne dessinent pas un succès russe uniforme mais font apparaître une logique commune : Moscou cherche moins à dépenser beaucoup qu'à obtenir beaucoup pour un coût direct limité. Une bonne partie de la facture est portée par les régimes partenaires et, lorsque les violences perdurent, par les populations. Les gains, eux, prennent des formes différentes selon les cas : la dépendance durable d'un régime qui lui doit sa survie, l'alignement diplomatique de ce régime, l'accès à ses ressources ou une présence militaire qui prolonge la portée stratégique de Moscou. On pourrait résumer cette dynamique par une formule inspirée du vocabulaire financier : « socialiser le coût, privatiser le gain ».

Ce coût direct limité peut être partiellement chiffré. Le budget du dispositif d'influence politique piloté par le renseignement russe en offre une illustration. Selon l'enquête *d'All Eyes on Wagner* déjà citée, il s'élevait à environ 7,2 millions de dollars (660 millions de roubles) entre janvier et octobre 2024 – soit environ 750 000 dollars par mois – pour un effectif passé d'une soixantaine à près d'une centaine de personnes, actives dans une trentaine de pays d'Afrique et d'Amérique latine. Il s'agit d'une estimation d'enquête, non d'un budget officiel, et elle ne couvre pas les opérations militaires de l'Africa Corps, dont le coût réel n'est pas rendu public. Comparer ces 7,2 millions de dollars aux dépenses militaires d'un pays partenaire revient donc à comparer deux activités différentes, et non deux postes équivalents. Au Mali, par exemple, Bamako aurait dépensé près d'1 milliard de dollars pour des prestations militaires et pour financer Wagner puis l'Africa Corps depuis fin 2021, selon Africa Defense Forum. Les deux chiffres ne s'additionnent ni ne se soustraient l'un à l'autre, mais mis côte à côte, ils montrent où se trouve la plus grosse part visible de la facture : du côté du pays partenaire, pas de Moscou.

Cette asymétrie entre un coût direct maîtrisé et des gains multiformes se manifeste, à l'échelle de chaque pays, dans deux échanges parallèles : la protection du régime contre l'accès à ses ressources et cette même protection contre son alignement politique. En RCA, le système est le plus abouti. En échange de sa protection, Moscou a obtenu un régime qui lui doit sa survie, une présence militaire durable, une influence politique et un accès aux ressources qui se renforcent mutuellement – les garnisons protègent les sites d'extraction, les revenus qui en sont tirés financent la présence militaire et la dépendance sécuritaire du régime consolide à son tour son alignement politique. Au Mali et au Burkina Faso, les gains politiques et sécuritaires sont réels, mais les bénéfices miniers restent moins clairement établis et les revers militaires rendent le modèle plus coûteux qu'ailleurs. La séquence de Kidal, perdue en avril 2026 puis reprise en octobre au prix d'une campagne aérienne intensive, en est la démonstration la plus nette. Au Niger, le gain économique demeure, pour l'instant, hypothétique. Le rapprochement avec Rosatom n'a pas encore produit de bénéfices tangibles pour Moscou.

Enfin, en élargissant la comparaison au Mozambique, on voit ce qui se produit lorsque cette équation coût-bénéfice se dégrade complètement. Près de 200 mercenaires de Wagner, déployés en septembre 2019 à Cabo Delgado, ont subi des pertes importantes face aux insurgés – au moins onze tués, dont plusieurs décapités, et une vingtaine de blessés en quelques semaines, selon *Daily Maverick*. Ils se sont retirés des opérations de contre-insurrection dès novembre, avant d'être remplacés par des forces du Rwanda et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Le modèle russe n'est donc pas « low cost » par nature. Il fonctionne lorsque Moscou peut obtenir des gains politiques, sécuritaires ou économiques sans en supporter seule le coût. Lorsque la protection d'un régime exige au contraire une guerre longue, des effectifs importants et des pertes durables, son avantage s'érode. La perte de Kidal, sept ans plus tard et à une échelle tout autre, en offre une illustration plus récente. Si l'Africa Corps n'a pas été chassé du Mali car le partenariat avec Bamako, scellé par la rupture avec la CEDEAO et la fondation de l'AES, se poursuit, ce revers local – suivi en octobre 2026 d'une reprise de la ville obtenue par les armes plutôt que par un simple retour au statu quo – montre que le modèle peut être mis en échec, et qu'il doit alors être rétabli à un coût d'engagement renouvelé.

Une rentabilité sous conditions, pas une victoire acquise

Le débat occidental sur l'influence russe en Afrique oscille trop souvent entre deux caricatures : la panique devant une Russie triomphante ou le déni consistant à minimiser une présence jugée superficielle. Le bilan coût-bénéfice conduit à une troisième lecture, certainement plus utile pour l'action publique. La Russie a construit en Afrique un modèle d'influence à faible risque budgétaire et à fort effet de levier géopolitique, qu'elle a su alimenter en exploitant – et parfois en amplifiant délibérément, *via* la désinformation – des ruptures déjà en germe entre les pays sahéliens et leurs anciennes puissances tutélaires. Ce n'est pas un hasard. Il s'agit d'une méthode reproductible tant que des juntes cherchent une protection et que des matières premières restent disponibles en échange. Madagascar en offre déjà une nouvelle illustration. Depuis le coup d'État militaire du 14 octobre 2025, un avion militaire russe a livré des armes à Antananarivo dès le 20 décembre 2025 et l'Africa Corps y forme des unités locales depuis janvier 2026. Pour Moscou, consolider son influence sur l'Île Rouge, à moindre effort, représenterait un gain majeur. En effet, le pays dispose d'importantes réserves minières stratégiques dont des terres rares, et son ancienne base navale d'Antsiranana, où la Russie chercherait à s'implanter via le chantier naval SECREN, offrirait un point d'appui sur le canal du Mozambique, par où transite environ 30 % du trafic pétrolier mondial, selon la Fondation pour la recherche stratégique.

Pour les chancelleries occidentales, la conclusion opérationnelle n'est pas de chercher à surenchérir financièrement. À ce jeu-là, elles perdraient, puisque le modèle russe ne repose justement pas sur la dépense. Leur marge de manœuvre se situe plutôt dans les points de rupture déjà visibles dans ce bilan : sanctionner encore davantage les sociétés-écrans qui monétisent l'or et les diamants, qui constituent le carburant financier du modèle ; documenter systématiquement et donner une bien plus grande visibilité aux exactions, afin que leur coût réputationnel ne puisse être ignoré ; et investir dans des forces régionales légitimes, sur l'exemple des opérations de sécurisation de la SADC et du Rwanda au Mozambique. Ce précédent reste toutefois difficile à transposer tel quel au Sahel. Il suppose un gouvernement hôte consentant à une intervention régionale, une configuration absente là où les juntes malienne, burkinabè et nigérienne ont justement rompu avec la CEDEAO pour s'aligner sur Moscou. Le pari russe n'est rentable que tant que la facture reste basse.

Une dernière piste consiste à retourner contre Moscou l'un de ses principaux arguments de vente : la promesse d'une protection fiable. La Russie se présente auprès des juntes africaines comme un partenaire qui, contrairement aux puissances occidentales, ne les abandonnera pas lorsque leur pouvoir sera menacé. Son propre bilan invite pourtant à nuancer cette promesse. En Libye, Moscou n'avait pas engagé de forces pour défendre Mouammar Kadhafi et s'était même abstenue de voter la résolution de l'ONU qui avait permis l'intervention internationale en 2011. En Syrie, en revanche, la Russie est intervenue directement pour soutenir Bachar el-Assad, sans empêcher la chute de son régime en décembre 2024. Au Venezuela, elle n'a pas non plus empêché la capture de Nicolás Maduro par les États-Unis en janvier 2026. Enfin, lorsque les États-Unis et Israël ont frappé l'Iran en juin 2025, Moscou a condamné les attaques mais n'est pas intervenue militairement pour défendre son partenaire. Ces cas ne suffisent pas à conclure que la Russie serait un allié peu fiable. Ils montrent plutôt que sa protection n'est jamais inconditionnelle et reste subordonnée à un calcul coûts-intérêts. C'est précisément cette limite que les acteurs africains pourraient être amenés à interroger. Documenter ces précédents en Afrique reviendrait à s'attaquer au cœur du récit que le Kremlin leur vend sur sa propre fiabilité en tant qu'allié. Le levier est peu coûteux. Il consiste à rendre visible ce que Moscou cherche à masquer, y compris les limites de sa propre capacité à protéger ses partenaires.

*

* *

En définitive, l'Afrique n'est ni le tombeau ni le triomphe absolu des deux caricatures de départ. Le Kremlin n'y construit pas un empire. Il loue, au coup par coup, son appui militaire aux régimes autoritaires qui en ont besoin. Cette économie de moyens n'a rien d'une nouveauté stratégique. C'est la vieille logique du protectorat à bas coût, où la puissance dominante loue sa protection plutôt qu'elle ne l'impose, et où la facture, socialisée chez le partenaire, ne remonte que rarement jusqu'à elle. Au xxie siècle, ce qui change, c'est le tarif : quelques centaines d'hommes et une concession minière plutôt qu'une administration coloniale entière. Kidal, comme Cabo Delgado, rappelle toutefois que ce bail n'est jamais à l'abri d'un adversaire. Reprendre une ville ou stabiliser un régime au prix d'une campagne aérienne, comme au Mali en octobre 2026, est un succès politique immédiat ; cela ne dit rien de la capacité du Kremlin à tenir ce gain dans la durée sans accroître son engagement. Un bail peut être rompu par les armes plus vite qu'il n'a été signé. Tripoli, Damas et Caracas rappellent, eux, que Moscou elle-même ne s'interdit jamais de le rompre la première. C'est un investissement qui reste, pour l'instant, rentable, mais seulement tant que son coût direct demeure inférieur à ses gains, et que personne ne vient en rendre le prix trop visible.

Crédits photo : Alicroche/Wikicommons

•— ••— — • ••— •—• •••

Bertrand Slaski

Bertrand Slaski a fait ses études supérieures en Afrique du Sud à Rhodes University. Depuis plus de 25 ans, ce spécialiste de la gestion des risques, notamment passé par CEIS et EPOKA (MANTU), parcourt le continent africain pour y accompagner ses clients européens et locaux. Il a notamment été Directeur des opérations du Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique et en charge de l'accélérateur Afrique de BPI.

Comment citer cette publication

Bertrand Slaski, « L'Afrique, meilleur investissement du Kremlin ? », *Le Rubicon*, vol. 6, 28 octobre 2026 [https://lerubicon.org/lafrique-meilleur-investissement-du-kremlin/].